



**Compte rendu de la CREA
Séance plénière du 19 juin 2013
Maison de la Région Alsace - Strasbourg**

L'ensemble des présentations est consultable sur energievie.info

Accueil

Mme JUNG, vice Présidente du Conseil Régional

accueille les participants en les priant de bien vouloir excuser le président Philippe Richert, retenu par ailleurs

Mme JUNG rappelle les objectifs de cette séance de clôture du débat sur la transition énergétique : faire un rendu des travaux, examiner la synthèse des contributions (1500 participants régionaux).

Le débat a été encadré par un comité régional de labellisation constitué de M. Target, Tiers Garant, de la Région Alsace, de la DREAL et de l'ADEME avec notamment comme vocation de valider les événements proposés par les acteurs régionaux. Le débat sur la transition énergétique est présenté sous forme de synthèse, qui ne consiste pas en un arbitrage mais plutôt en une compilation de contributions faisant apparaître des propositions contradictoires.

Le Conseil régional n'a, pour sa part, pas fait de contribution, ni émis d'avis.

Mme JUNG remercie les personnes investies dans le débat.

M. BOUILLON, Préfet de la Région Alsace

Remercie la Région d'accueillir cette réunion de clôture du débat sur la transition énergétique, étape importante du débat.

M. BOUILLON rappelle le contexte et les objectifs de la transition énergétique posé par le Président de la République et le gouvernement, notamment concernant l'efficacité énergétique et la place du nucléaire (fermeture des centrales, détails sur retraitement, remplacement, ...).

Il précise que ce débat ne doit pas se limiter au seul sujet nucléaire : Comment se chauffer, se déplacer, s'éclairer sont des questions essentielles face aux factures qui augmenteront inéluctablement. Un enjeu, le maintien du pouvoir d'achat. M. BOUILLON rappelle les 4 questions du débat et son calendrier : Oct 2013 élaboration du projet de loi pour un examen par le Parlement début 2014.

M. BOUILLON remercie la Région pour son engagement fort dans l'organisation du débat.

Présentations des différents types d'évènements organisés (Mme GOETZ, Région Alsace)

Journée citoyenne du 25 mai : tous les critères du panel n'ont pas été respectés.

Tous les événements ont été labellisés.

Le projet de synthèse compile les contributions : des événements labellisés, des contributions issues du site et des cahiers de participations, ainsi que du débat citoyen.

Retours d'organismes sur des événements labellisés

Mme PASSAT-THUET, M2A

Présentation de la méthode plus que des résultats (qui peuvent être retrouvés sur le site du débat).

Depuis 2006, débats participatifs organisés sur Mulhouse.

Cadre : « La transition énergétique, l'heure des choix » : cycle de conférence organisé (29/11/12) par M2A.

Idées compilées dans un tableau sous 4 grandes thématiques, afin de travailler sur les compléments et recommandations des participants aux ateliers.

Réalisation d'un livret fourni aux participants et disponible pour le grand public. Disponibilité pour septembre.

La M2A s'est interrogé sur le devenir des idées travaillées : retour sur ces idées.
Sobriété, efficacité.

M. DEFFINIS , CCIRA

Méthode :

- Avis des entreprises via 3 conférences débat.
- Faire intervenir des experts alsaciens. Temps pour questions et réponses.
- Thèmes choisis pour les conférences : Energies renouvelables ; Efficacité énergétique ; innovations technologiques
- Attitude prospective.

Ouverture d'un blog

Ce qu'il faut en retenir :

- Energies renouvelables :

Gisements perçus par les entreprises dans l'hydroélectricité, la méthanisation, la biomasse, la géothermie
Favoriser le maillage avec recherche.

Gisement non suffisant pour atteindre les objectifs nationaux. L'intermittence des énergies renouvelables nécessite l'existence d'autres énergies.

Attente d'une stabilité réglementaire

- Efficacité énergétique :

L'avenir des entreprises est en jeu. Seules celles qui feront un effort de sobriété et d'efficacité perdureront.

Gros gisement d'emplois (rénovation énergétique des bâtiments, smart grids, ...).

Fermeture de Fessenheim : une interrogation sur la quantité et qualité de l'électricité fournie à terme aux entreprises alsaciennes et sur la possibilité d'accueillir à l'avenir de nouveaux industriels gros consommateurs.

Le prix bas actuel de l'électricité est un atout qu'il ne faut pas perdre.

Interrogation sur l'acceptabilité des lignes électriques.

- Ressenti :

La question de l'énergie intéresse les entreprises au plus haut point.

L'énergie est source d'emplois directs/indirects.

Les entreprises manquent d'information sur la disponibilité de l'énergie. Elles souhaitent être associées aux choix futurs.

M. REBISCHUNG, ES et ELD

10 entreprises locales de distribution ont participé au colloque labellisé.

Les mots clef de ce colloque : Sobriété / efficacité - Mix énergétique - Organisation territoriale

150 personnes y ont participé.

Sobriété et efficacité : importance de la pédagogie.

Précarité : actions préventives et curatives nécessaires.

Cibler les actions les plus efficaces dans la maîtrise à un moindre coût.

Mix énergétique : Importance du pétrole dans le secteur transport. Nécessité de transférer vers d'autres énergies.

Fessenheim est nécessaire à la flexibilité du système.

La hausse des prix est nécessaire pour aller vers un comportement plus vertueux.

Présentation de la journée citoyenne du 25 mai (M. FLOCHON, Région Alsace)

109 volontaires – 84 participants.

4 livrets reçus après inscription au débat citoyen. (disponibles sur le site energivie.info)

Méthode : World Wide View (utilisée à l'occasion de différents sommets dont Copenhague).

Compilation des réponses sur le site national pour un traitement simultané dans les différentes régions.

L'intégralité du compte-rendu est téléchargeable sur le site energivie.info dans la rubrique débat transition énergétique.

Le témoignage du Tiers Garant (M. TARGET)

En résumé (voir sur le site [energivie](http://energivie.info) l'intégralité de l'intervention)

Rôle : respect de la charte, s'assurer de la diversité et pluralité des opinions, labellisation des événements, associé à la synthèse.

Belle diversité de manifestations. Comité de labellisation réactif, au vu des délais courts.

Intérêt indéniable. Diversité de taille des événements, de forme (CCI, associations, ...).

Seule région ayant un observatoire climat air, énergie à des échelles fines : Photographie de l'Alsace (point de départ), un atout à valoriser.

Quelques rappels utiles :

41 % des consommations par le résidentiel tertiaire (chauffage notamment). La maîtrise de l'énergie est à privilégier.

L'électricité représente 23 % de l'énergie finale consommée en Alsace. Les énergies fossiles sont très présentes.

Originalité et qualité du débat organisé à Mulhouse. Expérience précédente via le Plan Climat Energie Territoriaux de démocratie participative.

Regret : la mobilité un sujet trop peu abordé dans l'ensemble des débats.

Le débat citoyen, une vraie réussite. Panel pas aussi diversifié que souhaité. Les personnes qui ont participées étaient très motivées. Elles ont pu exprimer leur avis : écoute et respects très bons. Scepticisme par rapport à la reprise au niveau national.

Espoir que les propositions soient non seulement écoutées mais entendues au niveau national.

Présentation des synthèses (Mme GOETZ, Région, M. BATHELIER, DREAL et M. PLANCHET, ADEME)

Présentations des synthèses régionales pour les 5 questions proposées au débat, présentation de la synthèse générale et des recommandations structurantes.

ECHANGES

M. WALTER, Conseil général du Haut Rhin

Reprend un extrait des recommandations « Etudier des variantes de productions régionales d'électricité »
→ ce point doit être renforcé dans le document final. Le monde de l'industrie souhaite une garantie sur la stabilité du réseau, de sa bonne alimentation après l'arrêt de la centrale. Analyser finement l'impact de l'arrêt de cette unité de grosse capacité de production d'électricité (1800 MW) sur l'industrie.

2^{ème} point évoqué : la variation du prix (HC, HP, ...) de l'électricité. Depuis un ou deux ans, les variations de prix sont écrêtées : plus d'intérêt à mettre en place des stations de pompage/turbinage. Le marché ne s'équilibre plus. Notion de service public sur la qualité de fourniture d'électricité est remise en cause car le marché n'est plus régulé.

Réponse de M. BOUILLON, Préfet de la Région Alsace

Favorable à renforcer cette phrase. Ce problème existe en Bretagne (qui ne dispose pas de site de production) et dans le Sud de la France. Les solutions existent, elles doivent être étudiées. Nécessité d'une disponibilité de l'électricité en quantité et qualité, importance d'éviter les microcoupures.

M. JENNY, entrepreneur dans le solaire, à la retraite

Souhaite apporter quelques éclaircissements. Quand les Allemands ont décidé de fermer des centrales, ils se sont organisés. Certains élus se sont réjouis de l'augmentation de la vente d'électricité en Allemagne qu'induirait cette situation. Ils se sont trompés : en 2012 l'Allemagne a vendu plus d'électricité à la France que la France à l'Allemagne (chiffres RTE), grâce à l'investissement sur les ENR.

Le grand Salon de Munich destiné aux professionnels du solaire a accueilli 20 exposants français, 640 allemands sur 1140. Sur ce même salon, 160 exposants sur le photovoltaïque mais aucun français.

Complément M. WALTER, Conseil général du Haut Rhin

Les appels d'offre sont lancés au national, mais nous n'avons pas le soleil du Sud de la France (rendements meilleurs au sud améliorant de fait leur rentabilité). Il y a une nécessité d'appels d'offres régionalisés, afin de faire émerger des projets en Alsace.

M. JENNY, entrepreneur dans le solaire, à la retraite

Les énergies renouvelables ont stagné en France sur la période 2008 2012, la progression a été de 40 % en Allemagne.

M. PERCET, CFE-CGC Fessenheim

Regrette de ne pas avoir été pleinement associé aux débats alors que les salariés peuvent apporter des éléments notamment techniques pour atteindre les objectifs définis.

Mme JUNG, vice Présidente du Conseil Régional

L'appel lancé pour l'organisation des débats lors de la CREA du 9 avril a été large. 23 débats ont été labellisés jusqu'à aujourd'hui.

Le comité aurait apprécié une contribution de la part des syndicats.

M. FERNIQUE, Conseil Régional

Rappelle qu'il a été de ceux qui ont œuvré pour que le débat soit le plus large possible.

Exprime son accord avec les 5 recommandations structurantes, se félicite que la question de Fessenheim n'ait pas été esquivée. Revient sur le constat fait d'une trop faible participation des élus au débat en affirmant qu'il reste effectivement une belle marge de progrès. Se réjouit de la participation citoyenne que l'on aurait pu imaginer faible à l'issue du référendum sur la collectivité unique. Réaffirme l'idée que les politiques doivent prendre une part active à ces réflexions et travaux.

Mme JUNG, vice Présidente du Conseil Régional

S'associe à M. Fernique pour relever l'implication des citoyens dans le débat. Rappelle les travaux du SRCAE, approuvé en juin 2012, et ses principaux objectifs en précisant l'engagement fort de l'ensemble des acteurs régionaux et notamment des élus sur ce schéma qui fixe les grandes orientations pour les 20 prochaines années.

Mme BUCHMANN, vice-présidente de la Communauté urbaine de Strasbourg

Relève le propos de M. le Préfet à propos du vieillissement du parc électronucléaire. Il nous faut trouver des solutions. La question de la nouvelle ligne à haute tension, de la tarification progressive de l'électricité se posaient déjà avant le projet de fermeture de Fessenheim. Les grandes agglomérations que ce soit Mulhouse ou Strasbourg travaillent aujourd'hui sur les réseaux de chaleur et leur alimentation par des énergies renouvelables, sur la géothermie profonde, ...

Les citoyens et les élus locaux doivent devenir acteurs de cette démarche locale.

M. SADORGE, Pôle de compétitivité Alsace énergivie

Se félicite que la R&D soit identifiée dans la synthèse comme un axe à retenir. Il souhaiterait qu'il soit renforcé. Vision positive sur l'implication des entreprises dans la transition.

La transition énergétique est aussi un facteur dynamisant en termes d'activité et d'emplois.

M. RIVIERE, ASPA

Lors du débat citoyen du 25 mai, dans la séquence N°1 l'environnement et la santé arrivent en première position des critères justifiant la transition énergétique immédiate mettant en lumière le lien évident entre énergie et émissions dans l'atmosphère.

S'interroge sur l'absence des questions liées à l'air intérieur dans la synthèse. Les connaissances doivent être affinées afin d'anticiper et de traiter correctement les incidences d'une étanchéité renforcée dans les bâtiments.

Mme JUNG, vice Présidente du Conseil Régional

Adhère à l'idée de mettre ce point lié à la qualité de l'air intérieur en avant.

M. RIEBEL , Conseiller Régional, Maire de Saint Maurice

Insiste sur le fait que les collectivités doivent prendre la compétence énergie dans un cadre décentralisé et ainsi se doter d'outils de planification (transport, énergie, économie circulaire).

M. GOURDELLIER, ES

Retrouve assez peu dans ce document les idées émises lors du colloque des ELD :

- Mix énergétique pas seulement électricité
- Transfert du pétrole vers une électricité décarbonnée
- Privilégier les investissements les plus efficaces
- Précarité énergétique
- S'assurer de la flexibilité du système

-S'assurer de la bonne articulation entre initiatives locales et cohérence nationale : solidarité et péréquation

M. SORDI, Député maire de Cernay

Observe que 50% des régions ont participé au débat et qu'en Alsace 1000 participants constituent un bien maigre engagement pour une population de 1,9 M d'habitants.

En tant que maire, de nombreuses réalisations en matière d'énergie renouvelable sur sa commune ont été initiées (réseau de chaleur urbain + biomasse + solaire + étude géothermie profonde). Les bonnes intentions mènent parfois sur le chemin de l'enfer : c'est le cas avec la fermeture de Fessenheim : nécessaire réactivation de centrales au gaz ou charbon (Cf Allemagne avec centrales à charbon, et émissions CO²), problème potentiel lié au maintien de la tension.

Fait référence au Rapport Gallois : la fermeture des centrales nucléaires est du ressort de l'ASN.

Faut-il fermer une entreprise employant 2200 personnes qui gagne de l'argent, tout en permettant de maintenir un prix raisonnable de l'électricité ? Certes Fessenheim devra un jour fermer mais pourrait être prolongée encore 10 ou 20 ans.

M. BOUILLON, Préfet de la Région Alsace

Rappelle que le Président de la République a voulu un rééquilibrage du mix énergétique de la France (ouverture EPR Flammenville, équilibre ENR) en faisant notamment appel aux énergies renouvelables, afin d'être moins dépendant des importations de matières premières énergétiques. Ne revient pas sur l'impact de la fermeture de la centrale. Un travail est engagé pour organiser cette transition. La décision a été prise et sera traduite dans le cadre de la loi. Il convient de voir avec les élus et l'ensemble des acteurs comment gérer cette transition. L'Alsace est capable de rebondir, avec des retombées positives sur l'économie et l'emploi, Elle l'a prouvée à maintes reprises. Le potentiel alsacien de R&D peut permettre le développement d'activités industrielles nouvelles.

Evoque le barreau manquant dans la ligne à haute tension de 400 000 volts, qu'il faudra mettre en œuvre indépendamment de la question de Fessenheim (renforcement de la zone 220 000 V). Il y a aujourd'hui un besoin d'une information neutre, il faut continuer d'échanger sur ces questions au-delà du débat actuel. La CREA est le lieu privilégié de ces échanges.

Rappelle le choix historique du nucléaire qui a su créer les conditions d'une certaine indépendance énergétique du pays. Les temps ont changé et notamment la posture du nucléaire dans le monde, en Europe et par conséquence en France.

M. SORDI, Député maire de Cernay

Insiste sur la nécessité de développer innovation et recherche dans le domaine de l'énergie.

Sur le dernier appel à projet PV, aucun dossier n'a été retenu en Alsace à sa connaissance.

M. BOUILLON, Préfet de la Région Alsace

Se montre favorable à la prise en compte régionale de la politique de l'énergie et à la décentralisation dans ce domaine.

Mme JUNG, vice Présidente du Conseil Régional

Précise que l'Alsace a pris les devants en investissant 18M€ depuis quelques années sur ces politiques, et ce, sur une compétence volontaire.

Mme MUTSCHLER, EDF

Apporte des précisions sur la proposition de faire de Fessenheim une opération pilote pour le démantèlement : une cellule existe à Lyon, sept sites sont en cours de démantèlement . Précise qu'un site en démantèlement occupe 10% de la main d'œuvre d'un site en activité et ne nécessite pas les mêmes compétences.

M. PERCET, CFE-CGC

Evoque la revitalisation du bassin d'emploi autour de Fessenheim, l'Etat ne devrait-il pas en priorité s'intéresser aux chômeurs de ce pays avant d'en générer de nouveaux.

M. BOUILLON, Préfet de la Région Alsace

Rappelle que dans une démocratie, le Préfet et l'appareil d'Etat appliquent les décisions du gouvernement. Par ailleurs, l'Etat est majoritaire au sein de groupe EdF et se doit de mettre en œuvre ces décisions. Des

emplois peuvent être créés au sein des filières énergies renouvelables, rénovation, démantèlements. Pourquoi ne pas être pionnier sur les énergies renouvelables comme le pays a su l'être en son temps sur le nucléaire. Les mesures d'accompagnement seront à prendre en compte dans les futurs CPER.

M. SCHWEITZER, IDEES Strasbourg

Insiste sur la nécessité d'adapter les énergies renouvelables à chaque territoire. Fait le constat qu'il n'y a pas encore d'éolienne raccordée en Alsace alors que 450 le sont en Lorraine et 450 dans Bade Wurtemberg. Rassemblées, elles assurent le tiers d'un réacteur type Fessenheim. Evoque l'attitude qui consiste à promouvoir les éoliennes mais « pas dans mon jardin » pour faire écho aux propos de M. Bouillon sur « des TGV partout, oui mais sans lignes ».

Est favorable à la recherche, mais des techniques sont d'ores et déjà rentables et peuvent être mises en œuvre immédiatement.

M. JUND, Communauté urbaine de Strasbourg

Prend acte de l'engagement politique sur Fessenheim.

Insiste sur l'enjeu de la prise de compétence énergie pour les collectivités : évolution de la production, aménagement du territoire Sur la nécessité de ne plus réfléchir sur les modèles actuels de développement mais de travailler sur la sobriété et l'économie en s'affranchissant de nouvelles sources de production (insister sur ce point dans la synthèse), sur le fait que transition énergétique et création d'emplois sont indissociables et non délocalisables.

M. GINGLINGER, sté OTEC, fabricant pompes à chaleur

S'interroge sur l'opportunité de certaines aides publiques à la rénovation énergétique : exemple d'une société proposant une isolation de combles à 1€.

Insiste sur la veille à la bonne utilisation de l'argent public.

M. CARDOSO, Syndicat centrale de Fessenheim

Dissocier le débat sur la transition énergétique de la fermeture de la centrale de Fessenheim. Précise que l'efficacité énergétique dans le bâtiment doit être au cœur de nos préoccupations. C'est la priorité sur laquelle il convient de concentrer les efforts. Les efforts ne doivent pas porter sur la fermeture d'une unité de production.

Intervient sur la fixation du coût de l'énergie : il y a une contradiction à vouloir augmenter les prix pour entraîner la sobriété énergétique ! Le prix de l'électricité correspond à son coût.

Mme JUNG, vice Présidente du Conseil Régional

Signale que sur la fixation des prix de l'électricité, certains aspects sont repris dans la synthèse. Il y aurait beaucoup à dire sur la transparence des prix de l'électricité.

M. RETIG, Comité de sauvegarde de Fessenheim et de la plaine du Rhin

Se félicite du langage nouveau tenu par l'Etat : analyse critique du dispositif électronucléaire et souhait de voir la région prendre son avenir énergétique en main.

Espère qu'en haut lieu ces propos fassent échos pour construire ensemble un nouvel avenir énergétique dans notre région.

M. SORDI, Député maire de Cernay

Evoque la loi sur la progressivité du prix de l'énergie. Souhaite que l'on maintienne un coût de l'énergie raisonnable.

M. TARGET, tiers garant des débats

Pour sa part, considère que la rédaction de cette synthèse a bien été le reflet de la diversité et de la pluralité des opinions qui se sont exprimées. Pour les remarques et propositions d'évolution qui ont été faites, veillera à ce qu'elles soient prises en compte dans la synthèse finale qui sera transmise au niveau national.

En conclusion

Mme JUNG, vice Présidente du Conseil Régional

Précise que les quelques remarques faites seront intégrées dans la synthèse et rappelle que le Conseil Régional a largement anticipé la transition énergétique par une politique volontaire notamment dans le domaine du bâtiment (en lien avec les professionnels dont elle salue les représentants présents dans la salle) de l'efficacité énergétique dans l'entreprise. Note le syndrome « pas dans mon jardin » concernant les énergies renouvelables et la nécessité d'y travailler ensemble. Relève la nécessité de maintenir une énergie à un prix compétitif.

M. BOUILLON, Préfet de la Région Alsace

Rappelle le calendrier des mois à venir : 20 et 21 septembre compilation des débats au niveau national, projet de loi en octobre 2013 pour une validation par le Parlement début 2014. Remercie la Région pour son engagement aux côtés de l'Etat dans l'organisation du débat, M. Target pour sa mobilisation tout au long de l'exercice et enfin l'ensemble des acteurs qui a contribué à la richesse des échanges.

Se félicite de ce dialogue républicain qui se prolongera au-delà du débat, signe d'une démocratie vivante.

Réaffirme le rôle de la CREA, lieu du dialogue régional en matière d'air, d'énergie et de climat par excellence.

La séance est close à 17h par Mme JUNG et M. le Préfet.

La prochaine CREA est prévu le 10 octobre à 14h30 à la Maison de la Région à Strasbourg.